

**Arrêté n°1122-22-20-064
de mise en demeure
Société COFINEX
représentée par Me Antoine BARTI Mandataire liquidateur
Commune de Mortagne-au-Perche**

Le Préfet de l'Orne

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.514-5, L.541-22, R.543-162 ;

Vu le code des relations du public avec l'administration et notamment les articles L.121-1 et L.122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral NOR 1303-11-0026 du 15 mars 2011 autorisant la société COFINEX à exploiter une installation de traitement de déchets non dangereux sur la commune de Mortagne-au-Perche ;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Paris prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire de la société Compagnie financière d'extraction (COFINEX) et désignant maître Antoine BARTI en qualité de liquidateur ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 14 juin 2022 transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 juin 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 21 juin 2022 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le représentant de l'exploitant des possibilités de sanctions administratives ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant que l'exploitation des installations a cessé définitivement ;

Considérant que lors de la visite en date du 14 juin 2022, il a notamment été constaté la présence de nombreux big-bags et d'un stockage en vrac contenant des résidus issus, d'après l'exploitant, du process industriel de l'usine Erasteel de Commentry France, stockés dans des conditions ne permettant pas de prévenir une pollution des eaux de surface ;

Considérant qu'en raison de l'accumulation de ces résidus, à la fois sur le site de Boitron depuis 2019 et sur le site de Mortagne-au-Perche, et de l'absence de filière de commercialisation, il est considéré que ces résidus ont le statut de déchets ;

Considérant que cette situation constitue un non-respect des prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de respecter les prescriptions du code de l'environnement assurant la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société COFINEX, représentée par maître Antoine BARTI, mandataire liquidateur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, en ce qui concerne la cessation d'activité du site exploité ZI La Grippe route de L'Aigle à Mortagne-au-Perche :

- sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne la cessation d'activité prévue au premier point de l'article R.512-39-1 :

« I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. »

- sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne de présenter les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des installations prévue au deuxième point de l'article R.512-39-1 :

« II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. »

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne de présenter l'attestation prévue au troisième point de l'article R.512-39-1 :

« III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

Article 2 :

Faute, pour la société COFINEX, représentée par maître Antoine BARTI, mandataire liquidateur, de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne et affiché en mairie de Mortagne-au-Perche.

Article 4 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à la société COFINEX, représentée par maître Antoine BARTI, liquidateur judiciaire : SCP BTSG – 17 rue de l'hôtel de ville – 92200 Neuilly sur Seine.

Article 6 :

La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne, le Maire de la commune de Mortagne-au-Perche ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **13 JUL. 2022**

Le Préfet,


Sébastien JALLET

